

**ARRÊTÉ N° 1329 du 14 AOUT 2024**  
**portant autorisation environnementale**

**Société SETEO**  
**Commune de SAINT-APOLLINAIRE**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE**  
**PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR**

**Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

**Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 du code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 15 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2715 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2022-2027 du bassin Rhône Méditerranée approuvé par arrêté du 19 mars 2022 ;

**Vu** le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Tille approuvé par arrêté du 03 juillet 2020 ;

**Vu** le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de Bourgogne-Franche-Comté approuvé le 16 septembre 2020 et en particulier son chapitre 6 « déchets et économie circulaire » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 17 février 1998 portant autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement délivré à la société SETEO pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Saint-Apollinaire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2014 portant prescriptions complémentaires sur les garanties financières délivré à la société SETEO pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Saint-Apollinaire ;

**Vu** la demande du 29 septembre 2022 présentée par la société SETEO dont le siège social est situé ROUTE DE GRAY 21850 SAINT-APOLLINAIRE, à l'effet d'obtenir l'autorisation pour l'exploitation d'une déchetterie professionnelle (déchets dangereux et non dangereux) et d'installations de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux située ROUTE DE GRAY 21850 SAINT-APOLLINAIRE et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 du code de l'environnement ;

**Vu** les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 20 avril 2023 ;

**Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement et notamment les avis de :

- l'ARS, en date du 10 novembre 2022 ;
- la DRAC , en date du 08 novembre 2022 ;
- l'INAO, en date du 08 novembre 2022 ;
- du SDIS, en date du 21 décembre 2022 ;
- la DDT, en date du 18 novembre 2022 ;

**Vu** l'absence d'avis de l'Autorité Environnementale ;

**Vu** la décision du 25 août 2023 du président du tribunal administratif de DIJON, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2023 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 32 jours du 16 octobre 2023 au 17 novembre 2023 inclus sur le territoire des communes de Saint-Apollinaire, Varois-et-Chaignot et Quetigny ;

**Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

**Vu** la publication le 26 septembre 2023 et 17 octobre 2023 de cet avis dans deux journaux locaux ;

**Vu** le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur du 15 décembre 2023 ;

**Vu** l'avis du 22 novembre 2023 émis par le conseil municipal de la commune de Quetigny ;

**Vu** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

**Vu** le rapport et les propositions du 29 juillet 2024 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°1219 du 24 juillet 2024 portant sursis à statuer sur la demande d'autorisation environnementale ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 1<sup>er</sup> août 2024 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** le courriel du pétitionnaire du 8 août 2024 émettant des observations sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;



**CONSIDÉRANT** que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures que comporte le présent arrêté assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

**SUR** proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

## **ARRÊTE**

# **1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

## **1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

### *1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation*

La société SETEO (SIRET 308 327 923 000 14) dont le siège social est situé ROUTE DE GRAY à SAINT-APOLLINAIRE (21850), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à la même adresse, les installations détaillées dans les articles suivants.

### *1.1.2 Actes antérieurs*

Les articles 2 et suivants de l'arrêté d'autorisation du 17 février 1998 sont abrogés.  
L'arrêté préfectoral complémentaire du 22 juillet 2014 est abrogé.

### *1.1.3 Localisation et surface occupée par les installations*

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Références cadastrales
St-Apollinaire	Section ZD : parcelles n°108, 111, 113, 125, 311, 313, 314, 315, 317, 318, 319, 329, 330, 331, 332, 333.

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation est de 45 733 m<sup>2</sup>.

### *1.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation*

Cet arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE listées au 1.2 ci-dessous.

## **1.2 Nature des installations**

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE listées dans le tableau ci-dessous. Les prescriptions des arrêtés ministériels applicables aux rubriques listées s'appliquent à l'installation.

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Capacité maximale autorisée	Régime (*)
2710-1 a.	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets Collecte de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 7 t	Déchetterie professionnelle	Batteries : 30 tonnes Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) : 7 tonnes Panneaux photovoltaïques : 3 tonnes Autres (aérosols, emballages vides souillés ...) : 3 tonnes  TOTAL : 43 tonnes	A
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux	Broyeur (installation déplaçable)	Broyage du plâtre : 200 tonnes/ jour	A
2710-2 a.	Installations de collecte de déchets appor-	Déchetterie	Déchets inertes : 1 050 m <sup>3</sup>	E



	tés par le producteur initial de ces déchets Collecte de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 300 m <sup>3</sup>	professionnelle	Déchets de métaux : 780 m <sup>3</sup> DEEE : 60 m <sup>3</sup> Déchets de balayage : 500 m <sup>3</sup> Pneus : 100 m <sup>3</sup> Menuiseries bois et PVC : 120 m <sup>3</sup> Verre : 5 m <sup>3</sup> Vrac papier et plastique : 60 m <sup>3</sup> Autres déchets non dangereux non inertes : 2 040 m <sup>3</sup>  TOTAL : 4 715 m <sup>3</sup>	
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	Installation de tri, regroupement et reconditionnement	Matières hors déchetterie : Papiers (déchets entrants, stockage de balles) : 630 m <sup>3</sup> Cartons (déchets entrants, stockage de balles) : 1 100 m <sup>3</sup> Plastiques (déchets entrants vrac et palettes, stockage de balles) : 1 540 m <sup>3</sup>  TOTAL : 3 270 m <sup>3</sup>	E
2716-1	Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	Installation de tri, regroupement et reconditionnement	Déchets non dangereux non inertes : 2900 m <sup>3</sup> dont principalement : • Déchets d'activités économiques (DAE) : 800 m <sup>3</sup> • Bois DAE : 180 m <sup>3</sup> • Ferraille DAE : 180 m <sup>3</sup> • Déchets verts : 220 m <sup>3</sup> • plâtre et gypse : 900 m <sup>3</sup> • Cendres de chaufferie biomasse : 100 m <sup>3</sup> • Déchets de balayage : 400 m <sup>3</sup> • Menuiseries bois et PVC : 120 m <sup>3</sup>	E
2713-2	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719, la surface étant supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> et inférieure à 1 000 m <sup>2</sup> .	Installation de tri, regroupement et reconditionnement	Métaux et déchets de métaux hors déchetterie : 950 m <sup>2</sup>	D
2715	Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m <sup>3</sup>	Installation de tri, regroupement et reconditionnement	Verre alimentaire : 500 m <sup>3</sup> Pare-brise : 40 m <sup>3</sup> TOTAL : 540 m <sup>3</sup>	D

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration)

Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau listées dans le tableau ci-dessous. Les prescriptions des arrêtés ministériels applicables aux rubriques listées s'appliquent à l'installation.

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Régime (*)
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Piézomètres et puits	D

(\*) A (autorisation), D (Déclaration)

### **1.3 Autres limites de l'autorisation**

#### *1.3.1 Déchets admis*

La liste des déchets admissibles sur le site figure en annexe 1 au présent arrêté. Les déchets ne figurant pas dans cette liste sont interdits sur le site.

#### *1.3.2 Origine géographique des déchets*

Les déchets proviennent (lieu de production) de la région Bourgogne-Franche-Comté et des régions limitrophes dans le respect des principes énoncés par le SRADDET susvisé.

#### *1.3.3 Capacités maximales d'entreposage sur site*

Le tableau de l'article 1.3.3 est reporté en annexe 3.

### **1.4 Conformité au dossier de demande d'autorisation**

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, sauf pour les points qui seraient contraires au présent arrêté.

### **1.5 Cessation d'activité**

#### *1.5.1 Cessation d'activité et remise en état*

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel ou tertiaire.

Les travaux de remise en état de l'exploitation comprennent, notamment, les étapes suivantes :

- le démantèlement et l'évacuation des machines dans les zones de production et l'atelier ;
- le démantèlement et l'évacuation des infrastructures de l'exploitation telles que les cuves enterrées et aériennes de carburants, la station-service, les alvéoles de stockage, les ponts bascules et tous autres équipements propres aux activités de SETEO ;
- l'évacuation des stocks résiduels de matières premières, produits de process (gaz, aérosols ...), et déchets ;
- le nettoyage complet du site ;
- les travaux de dépollution du sol si nécessaire.

#### *1.5.2 Équipements abandonnés*

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.



## 1.6 Implantation

L'installation est implantée selon le plan annexé.

## 1.7 Documents tenus a la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## 1.8 Réglementation applicable

Les principaux textes applicables aux installations (liste non exhaustive) sont :

Dates	Textes
23/01/1997	Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
11/09/2003	Arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des " articles L. 214-1 à L. 214-3 " du code de l'environnement et relevant de la rubrique " 1.1.1.0 " de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié
31/01/2008	Arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets
04/10/2010	Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
15/10/2010	Arrêté ministériel du 15 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2715
26/03/2012	Arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
06/06/2018	Arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, tex-

	tiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
06/06/2018	Arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux)
30/06/2023	Arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement
22/12/2023	Arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

## 1.9 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable de la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place les dispositifs nécessaires pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

## 1.10 Horaires d'ouverture de l'établissement

L'établissement est autorisé à fonctionner entre 7h00 et 17h30 du lundi au vendredi inclus. Le samedi matin, seule l'activité logistique est autorisée.



### 1.11 Consignes

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du "permis d'intervention" ou « permis de feu » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et d'entreposage des produits et déchets, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits ou déchets incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, et les opérations d'entretien menés, doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances ou déchets dangereux ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 3.2 ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits et déchets entreposés ou utilisés dans l'installation.

## **2 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR**

### **2.1 Conception des installations**

I. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

II. Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, et sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant.

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

III. Le brûlage à l'air libre est interdit.

### **2.2 Propreté, émissions diffuses et envols de poussières**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation, aires de stationnement des véhicules et abords des installations sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin.
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant ;

Pour limiter les émissions diffuses et l'envol de poussières, les mesures suivantes sont prises :

- réception et conservation des cendres dans un état humide (arrosage si nécessaire) ;
- Les entreposages extérieurs de déchets pulvérulents sont protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, et sont stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ils doivent être réalisés sous abri.
- limitation des campagnes de broyage de plâtre à 4 campagnes par an ;
- conservation de la barrière physique composée d'arbres le long du site localisée sur le plan en annexe 2 et renforcement de cette barrière au besoin.

L'entreposage des autres produits ou déchets en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...), que de l'exploitation, sont mises en œuvre.



Lorsque l'entreposage se fait à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification de l'andain ou la pulvérisation pour limiter les envols par temps sec.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits, les déchets et poussières.

### **2.3 Odeurs**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

En cas de nuisances, le préfet peut demander la réalisation d'une étude de dispersion ou d'impact olfactif. Cette étude est réalisée par un organisme compétent choisi en accord avec l'inspection des installations classées, aux frais de l'exploitant et sous sa responsabilité.

### **2.4 Surveillance des émissions diffuses**

L'exploitant évalue l'impact des campagnes de broyage de plâtre sur la qualité de l'air grâce à des mesures retombées de poussières dans l'environnement sur les 3 premières campagnes réalisées.

Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est prévu.

Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans un dossier tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les mesures comprennent un état initial (mesure hors campagne de broyage), des mesures sur site et des mesures proches des habitations.

Si cela s'avère nécessaire, l'exploitant précise les mesures complémentaires de réduction à mettre en place.

### **2.5 PRÉVENTION DE LA POLLUTION ACCIDENTELLE**

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles (accumulation de fumées, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, même en cas de fonctionnement anormal des installations) et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

### **3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

#### **3.1 Prélèvements et consommations d'eau**

##### *3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau*

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage. En particulier, la réutilisation des eaux pluviales de toiture pour les activités de nettoyage, balayage et d'humidification est privilégié.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m3/an)
Réseau public d'alimentation en eau potable	St-Apollinaire	1000

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est de : 29 433 m<sup>2</sup>

##### *3.1.2 Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux*

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

#### **3.2 Conception et gestion des réseaux, des ouvrages de traitement et des points de rejet**

##### *3.2.1 Plan des réseaux*

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.



Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

### *3.2.2 Entretien et surveillance*

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

### *3.2.3 Isolement avec les milieux*

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

### *3.2.4 Collecte des effluents*

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

### *3.2.5 Gestion des ouvrages de traitement : conception et dysfonctionnement*

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

### *3.2.6 Entretien et conduite des installations de traitement*

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires d'entreposage des déchets et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

### *3.2.7 Points de rejet*

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- Les eaux usées domestiques et sanitaires ;
- les eaux usées industrielles issues de l'aire de lavage ;
- les eaux pluviales de ruissellement susceptibles d'être polluées :
  - eaux de ruissellement partie sud ;
  - eaux de ruissellement parking ;
  - eaux de ruissellement partie nord.



Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet à la sortie du périmètre ICPE	Nom	Rejet n°1		Rejet n°2	Rejet n°3	Rejet n°4	Rejet n°5
	Coordonnées en Lambert 93	X 858 336 m Y : 6 694 956 m		X : 858 364 m Y : 6 694 989 m	X 858 432 m Y : 6 694 861 m	X : 858 373 m Y : 6 695 221 m	X : 858 355 m Y : 6 694 968 m
Nature des effluents		eaux de l'aire de lavage	eaux domestiques et sanitaires	eaux pluviales susceptibles d'être polluées de la partie sud du site	eaux pluviales susceptibles d'être polluées « parking »	eaux pluviales susceptibles d'être polluées de la partie nord du site	eaux de toiture
Dispositif de traitement		séparateur d'hydrocarbures de type débourbeur/déshuileur	/	séparateur d'hydrocarbures de type débourbeur/déshuileur	séparateur d'hydrocarbures de type débourbeur/déshuileur	séparateur d'hydrocarbures de type débourbeur/déshuileur	
Type de rejet en sortie de site		jonction de la sortie du séparateur d'hydrocarbures avec les eaux domestiques et sanitaires pour rejet dans le réseau d'eaux usées communal		Fossé couvert de la zone industrielle	réseau d'eaux pluviales communal	Bassin de rétention / décantation étanche, avant infiltration* (débit de fuite limité à 3l/s)	Fossé couvert de la zone industrielle
Pour un rejet canalisé vers une station d'épuration communale	Code station	/					
	Nom station	station de Chevigny					
	Commune station	Chevigny					

\* Pour le rejet R4, les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont dirigées vers un séparateur à hydrocarbures puis dans un bassin de rétention/décantation étanche .

Les eaux sont ensuite dirigées vers une noue paysagère d'infiltration, dont le débit de fuite sera limité à 3 l/s.

Afin d'éviter un rejet direct ou indirect d'hydrocarbures vers les eaux souterraines ou le milieu naturel, les séparateurs d'hydrocarbures des rejets R2, R3 et R4 sont équipés d'un système de détection du niveau d'hydrocarbures, avec alarme sonore et visuelle. L'entretien des séparateurs d'hydrocarbures est réalisé régulièrement de façon préventive (a minima annuellement), sans attendre le déclenchement de l'alarme.

### 3.2.8 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

En cas d'occupation du domaine public, une convention est passée avec le service de l'Etat compétent.

Pour les rejets dans la station collective, les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

### 3.3 Valeurs limites d'émission

#### 3.3.1 *Caractéristiques des rejets externes*

Pour les effluents aqueux, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens effectués sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitués soit par un prélèvement continu d'une demi-heure soit par, au moins, deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration (avant rejet au milieu considéré).

#### Point de rejet référencé n°1 :

- Température maximale : 30 °C
- pH compris entre 5,5 et 8,5
- MES (Code SANDRE : 1305) : 600 mg/L
- DBO<sub>5</sub> (Code SANDRE : 1313) : 800 mg/L
- DCO (Code SANDRE : 1314) : 2 000 mg/L
- HCT (Code SANDRE : 7009) : 5 mg/L

#### Points de rejet référencés n°2, 3 et 4 :

- Température maximale : 30 °C
- pH compris entre 5,5 et 8,5
- MES (Code SANDRE : 1305) : 35 mg/L
- DBO<sub>5</sub> (Code SANDRE : 1313) : 30mg/L
- DCO (Code SANDRE : 1314) : 125 mg/L
- HCT (Code SANDRE : 7009) : 5 mg/L
- Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) (Code SANDRE : 1106) : 1 mg/L
- Indice phénols (Code SANDRE : 1440) : 0,3 mg/L
- Fluor et composés (en F) (dont fluorures) : 15 mg/L
- Cyanures totaux (Code SANDRE : 1390) : 0,1 mg/L
- somme HAP (Codes SANDRE 1117, 1115) : 25 µg/L
- Arsenic et ses composés (en As) (Code SANDRE : 1369) : 25 µg/L



- Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome) (Code SANDRE : 1389) : 0,1 mg/L
- Cadmium et ses composés (Code SANDRE : 1388) : 25 µg/L
- Mercure et ses composés (en Hg) (Code SANDRE : 1387) : 25 µg/L
- Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al) : 15 mg/L
- Cuivre et ses composés (en Cu) (Code SANDRE : 1392) : 0,150mg/L
- Nickel et ses composés (Code SANDRE : 1386) : 0,2 mg/L
- Plomb et ses composés (en Pb) (Code SANDRE : 1382) : 0,1 mg/L
- Zinc et ses composés (en Zn) (Code SANDRE : 1383) : 0,8mg/L

### **3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets**

#### *3.4.1 Contrôle des rejets*

La surveillance de l'ensemble des VLE précisées à l'article 3.3 est semestrielle.

Une mesure des concentrations des différents polluants pour les rejets N°2, 3 et 4 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure

### **3.5 Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols**

#### *3.5.1 Dispositions générales*

L'exploitant prend toute disposition nécessaire pour protéger le sol et les eaux souterraines. Il entretient et surveille à intervalles réguliers les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, entretien et étanchéité des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc.).

#### *3.5.2 Implantation des ouvrages et contrôle des eaux souterraines*

Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

### 3.5.3 Surveillance des eaux souterraines

Le réseau de surveillance se compose de 4 piézomètres et d'un puits.

Ouvrage	Localisation (annexe 2)	Positionnement hydraulique
Puits	Limite Sud-Ouest du site	Amont hydraulique
Pz101	Limite Ouest du site	Amont hydraulique
Pz102	Limite Nord-Est du site	Aval hydraulique
Pz103	Centre-Est du site	Aval hydraulique
Pz104	Limite Sud-Est du site	Aval hydraulique

La surveillance des eaux souterraines est réalisée avec une fréquence semestrielle (en période de basses et hautes eaux). Les analyses sont faites sur les paramètres suivants : cote piézométrique, pH, conductivité, MES, AOX, As, Cd, Cr total, Cu, Ni, Pb, Zn, Hg, métaux totaux, HCT, COHV et somme des HAP.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...).

Les prélèvements d'échantillons et les analyses sont réalisés par un organisme agréé conformément aux normes en vigueur.

Les résultats de toutes les analyses et mesures, accompagnés des commentaires et interprétations nécessaires, sont communiqués dès réception à l'inspection des installations classées.

Ces résultats sont intégrés dans des documents de synthèse (tableaux, courbes, etc) permettant de visualiser l'évolution dans le temps des niveaux de la qualité des eaux souterraines.

L'exploitant archive les résultats de tous les contrôles et analyses effectués sur les eaux souterraines pendant toute la durée de l'exploitation de l'établissement.

Dans l'hypothèse où les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.



## 4 PROTECTION DU CADRE DE VIE

### 4.1 Limitation des niveaux de bruit

#### 4.1.1 *Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation*

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	<b>Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)</b>	<b>dimanches et jours fériés</b>
Point de mesure 1	65 dB(A)	60 dB(A)
Point de mesure 2	59 dB(A)	59 dB(A)
Point de mesure 3	65 dB(A)	60 dB(A)
Point de mesure 4	59 dB(A)	59 dB(A)
Point de mesure 5	70 dB(A)	60 dB(A)
Point de mesure 6	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée, définies sur le plan en annexe 2.

#### 4.1.2 *Mesures périodiques des niveaux sonores*

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la notification du présent arrêté, puis tous les 5 ans.

### 4.2 Limitation des émissions lumineuses

De manière à atteindre les objectifs de sobriété énergétique et à réduire les nuisances lumineuses pour le voisinage, l'exploitant réduit les éclairages intérieurs des locaux et les illuminations des façades des bâtiments au strict nécessaire.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairages destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

## **5 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

### **5.1 Conception des installations**

#### *5.1.1 Évaluation préalable et travaux*

L'exploitant transmet au préfet, avant le 1<sup>er</sup> juillet 2025, une étude d'ingénierie d'incendie spécifique du bâtiment A et de son auvent et les travaux préconisés pour le respect des différents articles des arrêtés ministériels concernant les dispositions constructives et de désenfumage des locaux d'entreposage des déchets. Les solutions techniques retenues sont mises en place avant le 1<sup>er</sup> juillet 2026 (1<sup>er</sup> juillet 2028 pour la toiture).

#### *5.1.2 Dispositions constructives et comportement au feu*

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les alvéoles de la partie déchetterie professionnelle sont aménagées avec des blocs béton.

#### *5.1.3 Organisation des zones d'entreposage*

Les zones d'entreposage sont organisées selon le plan en annexe 4. Les caractéristiques des zones d'entreposage sont précisées au point 1.3.

Les différentes zones d'entreposage sont matérialisées au sol et font l'objet d'un affichage mentionnant la nature des déchets correspondants.

#### *5.1.4 Îlots et zones particulières*

Pour les zones Z10, Z11, Z18 et Z18bis :

- Les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés en îlots.
- Ces îlots sont délimités par des parois ou un marquage au sol. Leur superficie n'excède pas 581 m<sup>2</sup> (Z10), 400 m<sup>2</sup> (Z11), 148 m<sup>2</sup> (Z18) et 98 m<sup>2</sup> (Z18bis)
- La hauteur maximale d'entreposage est de trois mètres. Un repère visuel à 3 m rappelle cette limite au niveau de chacune de ces zones.
- Les îlots sont séparés du bâtiment, des autres zones d'entreposage et entre eux par une distance d'au moins 5 mètres.
- Les groupes d'îlots Z10-Z18bis et Z11-Z18 sont séparés d'une distance de 20 mètres matérialisée au sol.
- Les îlots Z10 et Z18bis sont séparés par des murs béton d'au moins 80 cm d'épaisseur et d'une hauteur de 2 mètres minimum.
- Les îlots Z11 et Z18 sont séparés par des murs béton d'au moins 80 cm d'épaisseur et d'une hauteur de 2 mètres minimum.

Un mur en parpaing de 20 cm d'épaisseur, de 2,2 m de hauteur et de 25 m de longueur assurant un degré coupe feu de deux heures est installé le long de la limite de propriété au niveau de l'aire de dépotage pour limiter les effets hors site d'un sinistre.(cf annexe 3)



#### *5.1.5 Détection incendie*

Le bâtiment A (zone Z4) est équipé d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires dans les meilleurs délais.

#### *5.1.6 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation*

Les voies de circulation et d'accès sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

Le sol des voies de circulation, de stationnement et le sol des zones d'entreposage des déchets sont étanches, incombustibles et équipés de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction éventuelles. L'exploitant en assure en permanence la propreté, en particulier à la sortie de l'établissement et au niveau de ses abords.

Pour le bâtiment et les groupes d'îlots Z10-Z18 Bis et Z11-Z18, une voie engins matérialisée au sol et maintenue dégagée permet la circulation complète des engins de secours autour du bâtiment et autour de chaque groupe d'îlots.

#### *5.1.7 Dispositions spécifiques aux réservoirs*

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

#### *5.1.8 Aires de chargement et de déchargement – transport de produits et déchets dangereux*

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules routiers sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières ou déchets dangereux, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits/déchets à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

En particulier, les transferts de produits et déchets dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

### *5.1.9 Recueil des eaux et écoulements pollués et confinement des eaux d'extinction incendie*

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

Le volume nécessaire à ce confinement est de 660 m<sup>3</sup>.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

## **5.2 Dispositifs et mesures de prévention des accidents**

### *5.2.1 Localisation des risques*

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, incendie, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

### *5.2.2 Matériels utilisables en atmosphère explosive*

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 5.2.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement.

### *5.2.3 Installations électriques*



Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Le site dispose de plusieurs disjoncteurs permettant de couper l'alimentation électrique pour les locaux à risques.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

#### *5.2.4 Dispositions générales*

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits et déchets utilisés ou entreposés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis spécifique.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques et les paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

#### *5.2.5 Domaine de fonctionnement sûr des procédés*

L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr.

L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

### **5.3 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours**

#### **5.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie**

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et notamment :

- une réserve d'eau constituée au minimum de 120 m<sup>3</sup>,
- deux poteaux incendie dont le débit en simultané est supérieur à 60 m<sup>3</sup>/h .
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- de deux robinets d'incendie armés positionnés à proximité des zones de production et de stockage des déchets combustibles de plastique et de papier/carton, dans la partie centre de tri ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La réserve incendie est équipée d'une prise d'aspiration avec raccord sapeur-pompier de diamètre 100 millimètres et munie d'une aire d'aspiration de 32 m<sup>2</sup> (8 m x 4 m). Elle est être située à une distance supérieure à 10 mètres d'un bâtiment ou de déchets combustibles, ou dans le cas le plus défavorable, à une distance équivalente à 1,5 fois la hauteur du bâtiment et de manière à ce que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 m d'un point d'eau incendie par une voie utilisable aux engins de secours.

L'établissement est muni d'un moyen permettant de mesurer la vitesse et la direction du vent, ainsi que la température.

#### **5.3.2 Plan de défense contre l'incendie**

L'exploitant prévoit dans son plan de défense contre l'incendie les analyses et dispositifs qu'il est susceptible de déclencher pour l'analyse des fumées en cas d'incendie sur les déchets (en fonction de la nature des déchets et de leur caractère dangereux ou non dangereux).



## **6 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS**

L'article 6 fait référence aux déchets produits par l'établissement au cours de ses activités habituelles et non aux déchets reçus par l'établissement pour y être triés ou traités.

### **6.1 Prévention et gestion des déchets**

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant traitement ou élimination, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les tiers et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'élimination des déchets entreposés est faite régulièrement et autant que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires. La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement. En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépasse pas un an.

### **6.2 Production de déchets, tri, recyclage et valorisation**

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

- Les déchets liés aux bureaux :
  - Déchets assimilables aux ordures ménagères issus de l'aire de vie (papier, carton, plastique et verre) ;
  - Cartouches d'encre ;
  - Appareils électriques/électroniques ;
  - Autres déchets d'activités économiques
- Les déchets liés aux ateliers :
  - Huiles usagées ;
  - Aérosols ;
  - Bouteilles de gaz ;
  - Chiffons souillés ;
  - Consommables divers
  - Déchets d'activités économiques
- Les déchets liés aux infrastructures :
  - Boues issues du nettoyage des séparateurs hydrocarbures et du bassin de rétention des eaux pluviales.

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés aux articles L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

## **7 DISPOSITIONS FINALES**

### **7.1 Caducité**

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

### **7.2 Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Dijon:

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

### **7.3 Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de SAINT-APOLLINAIRE et peut y être consultée ;



2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de SAINT-APOLLINAIRE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir : Saint-Apollinaire, Varois-et-Chaignot et Quetigny ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Côte-d'Or pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est notifié à la société SETEO (SIRET 308 327 923 000 14), dont le siège social est situé route de Gray à Saint-Apollinaire.

#### 7.4 Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or, le Directeur départemental des territoires de la Côte-d'Or, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé et le Maire de la commune de Saint-Apollinaire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Le préfet

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

  
Johann MOUGENOT